



**MISSION UICN – GTZ – PFBC A LOMIE
11 au 13 mai 2009**



RAPPORT DE LA MISSION

SOMMAIRE

1. Contexte	3
2. Objectifs de la mission	4
3. Déroulement de la mission	4
4. SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS.....	9

- Promouvoir l'intégration de la réserve dans le contexte régional ; et
- Soutenir les pratiques d'utilisation des ressources naturelles.

Dans sa démarche d'intervention, l'UICN a privilégié la responsabilisation des populations rurales en reconnaissant leurs droits et leurs responsabilités dans la gestion des ressources. Celles-ci ont bénéficié d'un appui à travers l'éducation, la formation, l'information environnementale et scientifique, la valorisation économique optimale et la mise en œuvre de la réglementation en matière de chasse. D'autres organisations internationales ont intervenu dans la région, notamment la SNV, le CED, le WWF, etc. et les différentes interventions ont permis de déclencher un dynamisme des acteurs en ce qui concerne la gestion des ressources naturelles dans la région.

Avec la multiplicité et la diversité des acteurs autour de la réserve de faune du Dja, et la diversité des enjeux de la gestion des ressources naturelles (conservation de la biodiversité, exploitation forestière, lutte anti-braconnage, exploitation minière, gestion communautaire des ressources – foresterie communautaire, foresterie communale, gestion des redevances forestières, etc.), la nécessité de renforcer les intervention, pour une meilleure gestion des ressources se fait de plus en plus sentir.

L'arrondissement de Lomié est donc au centre de plusieurs problématiques de gestion des ressources naturelles, pour plusieurs raisons : la présence de la Réserve de Biosphère du Dja, la présence des sociétés d'exploitation minière (GEOVIC & CamIron), la présence des sociétés d'exploitations forestières et de nombreuses forêts communautaires, etc.

C'est la raison pour laquelle le site a été retenu pour la visite du Facilitateur du PFBC à la suite de la Conférence des Ministres de la COMIFAC tenue à Libreville (08 & 09 mai 2009) et à la veille de la réunion du CCR qui se tiendra à Douala (19 & 20 Mai 2009).

2. Objectifs de la mission

- Mettre en exergue la problématique de la conciliation de la gestion durable de la biodiversité et du développement des communautés dans la région
- Faciliter la compréhension des enjeux de la conservation et de la gestion durable des ressources naturelles à la périphérie de la Réserve de Biosphère du Dja, notamment les relations entre la conservation de biodiversité, l'exploitation forestière, la gestion communautaire des ressources et l'exploitation minière
- Améliorer la connaissance des acteurs locaux sur les opportunités existantes dans le bassin du Congo.

3. Déroulement de la mission

Les principales étapes de la mission :

- Rencontre avec les partenaires et organisations locales
- Visite de terrain :

- Visite des villages (Payo, Mouangué-le-Bosquet, Kongo)
- Visite d'une unité de valorisation du bois récupéré des forêts communautaires
- Restitution de la synthèse et des conclusions de la mission

Etape 1 : Rencontre des organisations locales :

Cette rencontre a regroupé une quinzaine de représentants d'organisations locales de la région, faisant partie du réseau ROLD, du processus de Forêts Modèles et de la Coopérative agroforestière (voir liste de présence en annexe) et des autorités administratives (Mairie de Lomié et service de conservation de la Réserve).



Photo 1: Séance de travail avec les organisations et institutions de la région

D'entrée de jeu, un exposé a été présenté par Patrice Pa'ah, ex-coordonnateur du ROLD et Secrétaire Exécutif du FOMOD du Dja et Mpomo. Son exposé a présenté brièvement l'historique du ROLD, les éléments de son plan d'action, la stratégie de lutte anti-braconnage, les partenaires, les problèmes et perspectives du réseau, les relations avec les exploitants forestiers et les attentes vis-à-vis du PFBC, du CBFF et de la GTZ.

Il ressort de cet exposé les défis majeurs du ROLD (Réseau d'Organisations Locales du Dja) qui sont d'ailleurs repris dans son plan d'action :

- Renforcement des capacités des acteurs et des groupes d'acteurs locaux sur les aspects de développement et de gouvernance d'une économie locale structurante à travers les processus de certification forestière et agricole

- Financements des projets socio – économiques basés sur la bonne gestion des ressources naturelles en vue de la lutte contre la pauvreté.
- Développement et appui à la mise en place des micros entreprises forestières communautaires pour la valorisation des produits locaux
- Sensibilisation et information sur la conservation de la biodiversité locale face aux pressions sur la faune et différents autres aux impacts potentiels liés aux exploitations minières de cobalt, Nickel et fer de la zone
- L'appui à la structuration et au renforcement des capacités des organisations et réseaux locaux ;

A côté de ces défis, on relève d'autres non moins importants :

- L'absence d'un grand programme de conservation dans cette région aussi stratégique du Bassin du Congo ;
- Les problèmes de communication dans la région (absence du réseau internet, instabilité du réseau MTN, état de la route, etc.)

Les attentes :

Les organisations locales souhaitent :

- S'impliquer dans développement et mise en place d'un programme de gestion des ressources naturelles dans la région ;
- La présence effective de l'UICN et des autres acteurs de la conservation dans la région à travers les initiatives de grande envergure et de longue durée ;
- Recevoir les appuis de l'UICN, de la GTZ et du PFBC pour réfléchir sur les stratégies à développer pour tirer profit des opportunités existantes (CBFF par exemple) ;
- Recevoir les appuis de la GTZ pour le processus de décentralisation de la gestion des ressources en vue de favoriser le développement local.

Points d'attention retenus :

- Le CBFF est entrain de recruter les points focaux du Cameroun. Le ROLD devra prendre attache le moment venu avec cette équipe pour recevoir des appuis et des conseils pouvant les aider à développer une proposition de projet à soumettre dans la prochaine vague
- L'UICN et le ROLD devront s'investir dans le développement d'une proposition de projet conjointe à soumissionner à la prochaine vague du processus de sélection du CBFF
- Le ROLD devra également s'informer auprès de la Banque Mondiale, GTZ, UICN pour mieux connaître les initiatives en cours ou à venir et se préparer à exploiter les opportunités (REDD, GTZ-PALLISCO à Mindourou, initiative CBD-WWF avec le Gouvernement Allemand en RDC, programme de subventions de l'ambassade d'Allemagne, etc.)
- La GTZ et les acteurs de la sous région devront réfléchir sur la possibilité d'inclure un réseau des communes dans les Réseaux de la CEFDHAC
- Le ROLD souhaite être informé régulièrement de l'avancée du processus de restructuration de l'UICN et être impliqué dans le développement et la mise en œuvre du programme Cameroun de l'UICN.

Etape 2 : Visite de terrain

Première Escale : village Payo

- Village Pygmées Bakas de près de 300 personnes installé depuis 1972
- Engagé dans le processus de foresterie communautaire depuis 2005 : Plan simple de gestion élaboré, signature de la convention de gestion attendue, pour une superficie de 1600 ha ;
- Les populations révèlent la présence de nombreux conflits avec les bantous riverains. Ceux-ci refusent de reconnaître leur statut de village indépendant et ayant des droits d'accès aux ressources. La demande pour l'obtention du titre de chefferie de 3^{ème} degré reste sans suite au niveau de l'administration.
- La forêt communautaire regorge de nombreuses ressources ligneuses (essences ligneuses de grande valeur) et non ligneuses (Yohimbé, lianes, gibier, plantes médicinales, miel, sites sacrés, etc.).
- Les populations entretiennent de bonnes relations avec la Société Forestière PALLISCO (certifiée FSC) et les redevances forestières versées par cette société forestière ont servi à la réalisation de quelques œuvres socio-communautaires. Mais la crise financière internationale cause un doute sur l'obtention des redevances cette année.



Photo 2: Visite d'une case pygmée

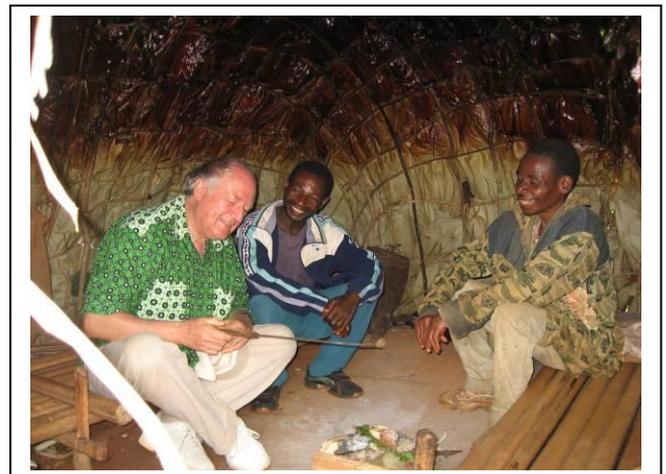


Photo 3: A l'intérieur d'une case pygmée

Deuxième escale : village Mouangué le Bosquet

- Village Pygmée Baka de près de 1050 personnes
- Engagé dans le processus de foresterie communautaire depuis plus d'une dizaine d'année. La convention de gestion a été obtenue dans les années 2000. Il y a eu quelques investissements individuels et communautaires réalisés par les revenus de la forêt communautaire (habitat, santé, éducation, nutrition, etc.). Mais les populations sont victimes de tromperie et des braderies des exploitants forestiers au niveau de l'achat et du cubage du bois exploité. On relève également beaucoup de problèmes de gouvernance dans la gestion des revenus issus de la forêt communautaire.

- Une visite dans un chantier d'exploitation a permis de se rendre compte :
 - Des problèmes de transports à tête d'hommes et de ses conséquences (morts d'hommes, pertes de grossesse chez les femmes, etc.)
 - Des problèmes de pertes des résidus de bois coupé (près de 50-60% de bois coupé sont perdus en forêt)
 - Des répercussions de la crise financière internationale (qui ont eu pour conséquence l'abandon en forêt d'énormes quantités de bois coupé)

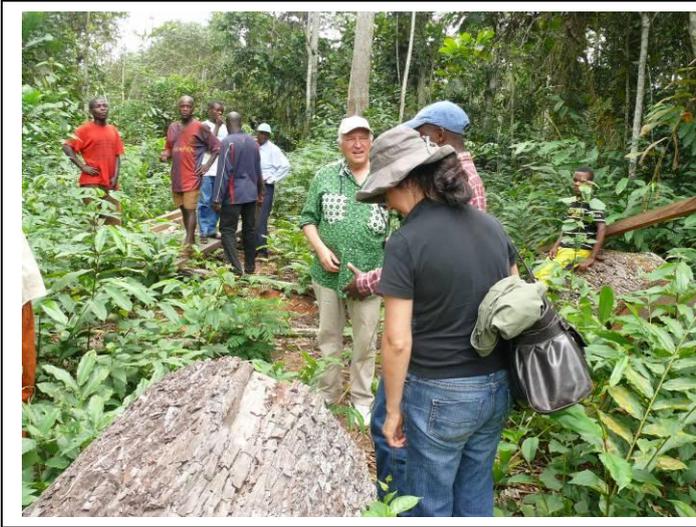


Photo 4: Visite d'un site d'exploitation de bois

Troisième escale : Village Kongo

- Village situé à la périphérie du chantier de l'exploitation minière de GEOVIC
- Engagé dans le processus de foresterie communautaire depuis plus d'une dizaine d'années. La convention de gestion a été obtenue dans les années 2000 pour une superficie de 3000 ha.
- Quelques œuvres socio-communautaires réalisées par les revenus de la forêt communautaire (habitat, moulin à vivre, scie communautaire, éducation, santé, renforcement des capacités, reboisement, etc). Mais les populations sont victimes de tromperie et des braderies des exploitants forestiers au niveau de l'achat et du cubage du bois exploité. On relève également beaucoup de problèmes de gouvernance dans la gestion des revenus issus de la forêt communautaire.
- On relève aussi quelques réalisations de la société minière (route, éducation, quelques recrutements) ; mais l'impression générale vis-à-vis de la société minière est l'absence de collaboration, de communication et dialogue avec les villages. Les répercussions de la crise financière se font également ressentir à ce niveau et se traduit par le licenciement de jeunes recrutés et par le retard dans le démarrage effectif de l'exploitation. Au cours de l'exploitation minière, 20 ha de forêt seront

rasés chaque année (exploitation à ciel ouvert) et cela pose encore une fois le problème de récupération des résidus de bois coupés.



Photo 5: Séance de discussion avec les communautés



Photo 6: Transport de bois à tête d'hommes

Dernière escale : Visite d'une unité de récupération du bois

L'équipe a terminé la descente de terrain par la visite d'une unité de récupération et de valorisation des résidus de bois (pour fabriquer les stylos, objets d'art en bois, etc.). Cette visite a permis de se rendre compte des possibilités qui existent en matière de valorisation des résidus de bois pour le marché local.

4. SYNTHÈSE ET CONCLUSIONS

La région de Lomié est caractérisée par la présence d'un réseau actif d'organisations locales qui a été déclenché par la présence des interventions de l'UICN et de la SNV notamment (à travers les grands programmes de conservation tels que le programme de conservation du Dja et la Capacity Building Programme), même si ces organisations n'ont pas suffisamment bâti une stratégie de durabilité de leur présence.

Les différentes problématiques de gestion des ressources naturelles de la région

1. Gestion des Forêts Communautaires

- Le site de Lomié et sa périphérie constituent une zone pionnière de la foresterie communautaire au Cameroun

- On peut dire que beaucoup de réalisations physiques réalisées avec les revenus des forêts communautaires sont visibles sur le terrain ; même si elles ne sont pas toujours à la hauteur des attentes des populations
- On note en par ailleurs :
 - un mauvais fonctionnement dans le partenariat entre les communautés et les exploitants forestiers : ceux-ci procèdent très souvent par tromperie pour brader les ressources ligneuses à vil prix
 - une mauvaise gouvernance dans la gestion des ressources forestières
 - une importance de la perte des résidus de bois (parfois de plus de 50-60%) lors de l'exploitation forestière (que ce soit dans les forêts communautaires ou dans l'exploitation industrielle).

2. Gestion des Redevances forestières

Les populations entretiennent de bonne relation avec la Société forestière PALLISCO (dont la concession est certifiée). On peut relever des réalisations physiques mises en place à l'aide des redevances forestières versées par PALLISCO, même si ces réalisations ne sont pas toujours porteur de développement à long terme. Il semble que les communautés n'ont pas suffisamment de capacités pour identifier les projets générateurs de revenus à long terme. Cependant, il faut soulever le problème de gouvernance au niveau de la gestion des fonds issus de ces redevances à tous les niveaux (administrations, mairies, populations).

3. Exploitation minière

Le processus de prospection dans le cadre de l'exploitation du Cobalt et du Nickel par Geovic a commencé depuis 1995. Les retombées socio-économiques de grande envergure tardent à être visibles. Les populations déplorent une faible implication dans le processus et dans les activités, une absence de dialogue, de communication et de concertation avec la société minière, ce qui leur rend très sceptique vis-à-vis de l'impact de cette exploitation.

4. Exploitation forestière industrielle

Les populations et la société forestière vivent dans un climat de convivialité. Ce climat est d'ailleurs favorisé l'engagement de PALLISCO dans le processus de certification. Les impacts socio-économiques sont visibles et reconnus par les populations. Mais ces dernières n'ont pas beaucoup de possibilités d'accès dans les entreprises qui sont sujettes à d'énormes pertes de bois également qui pourrait être valorisés pour la consommation locale.

5. Crise financière internationale

Les répercussions de la crise financière internationale se font ressentir également au niveau de la foresterie communautaire, de l'exploitation forestière industrielle, de la redevance forestière annuelle et de l'exploitation minière (abandon de bois, licenciements, etc).

Conclusions, recommandations et perspectives

A l'endroit des partenaires au développement et de l'administration :

- Encourager le développement des initiatives de récupération des résidus de bois ;
- Contribuer à l'accompagnement et au renforcement des capacités des organisations et réseaux locaux pour leur permettre de jouer efficacement leur rôle ;
- Encourager la consommation locale de bois et l'approvisionnement des marchés porteurs (Douala, Yaoundé, Grand Nord et Tchad) à travers :
 - la structuration des réseaux et de la chaîne de commercialisation
 - la valorisation des résidus de bois
 - l'appui à la mise en place des facilités au niveau politique et réglementaire pour la fluidification du transport du bois
 - le renforcement du financement de l'exploitation des forêts communautaires (subventions, crédit à capital risque, etc.)
- Appuyer la mise en place, en partenariat avec le ROLD, d'un programme de conservation et de gestion durable des ressources dans la région qui intègre les différentes problématiques, y compris la lutte anti-braconnage
- Aider à l'élaboration et à la mise en place d'une stratégie de communication efficace des ressources naturelles dans la région ;
- Favoriser les initiatives d'encadrement des communautés bakas et leur implication effective dans les processus sous régionaux.

A l'endroit des organisations locales

- Explorer les opportunités existantes pour financer les activités précises (ambassade d'Allemagne, Initiatives sur les forêts communales, CBFF, REDD, GTZ – ProPSFE, etc.)
- Favoriser la mise en réseau des forêts communautaires et aider les communautés dans le processus de commercialisation du bois et de gestion des revenus
- Développer des actions lobbying et de plaidoyer en vue de susciter le dialogue et la concertation avec les exploitants miniers

Annexe 1

LES ORGANISATIONS LOCALES MEMBRES DU ROLD

N°	Organisations	Domaines d'intervention
1	SCNIC (Société Commerciale pour la Négociation et l'Investissement Communautaire)	*Production et la commercialisation du bois des forêts communautaires. * Développement de l'entrepreneuriat communautaires * Facilitation de la certification forestière FSC de groupe des forêts communautaires
2	CIAD (Centre International d'Appui au Développement Durable)	* Agriculture durable (vivrier et cacao), * Foresterie communautaire éco-tourisme * Eco-tourisme
3	OCBB (Observatoire des Cultures Baka et Bantou pour l'Education Environnementale et le Développement Communautaire)	*Education environnementale et gestion des ressources naturelles (foresterie communautaire,
4	CADEFE (Centre d'Appui pour de Développement de la Femme de Lomié)	* Promotion de la femme et de la famille * Valorisation des produits forestiers non ligneux (collecte, transformation et commercialisation)
5	PERAD (ONG Protection de l'Environnement et des écosystèmes Forestiers d' Afrique Centrale)	Domestication, éducation environnementale, droite des communautés marginalisées
6	AJDUR (Association des jeunes pour la Gestion Durable des Ressources)	*Santé communautaire *Valorisation des PFNL *Tenure
7	CEF/DJA (Centre d'Etudes Forestières du Dja)	Inventaires d'aménagement forestiers Contrôle forestier
8	CABURO (Capacity Building and Human Right Organization)	*Développement Institutionnel et Renforcement Organisationnel * Appui à la gestion des 10% RFA * Elaboration des PDC et PDL, * Facilitation des processus de classement des forêts communales
9	OAPIDE (Organisation d'Appui pour la Protection de l'Environnement et le Développement)	* Foresterie communautaire * Développement communautaire
10	ASBAK (Association des Baka)	* Agriculture en milieu Baka * Droits fonciers et forestiers des Baka
11	CAISALP (Centre d'Appui aux Initiatives Sanitaires et Lutte Contre la Pauvreté)	* Santé communautaire (SIDA, Paludisme et tuberculose) * Gouvernance locale
12	CAFT (Coopérative Agro forestière de la Trinationale)	* Développement Bio- entreprise * Mise en œuvre des forêts communautaires * Processus de certification des produits et Fair Trade
13	OSCEAP (organisation pour la santé, la conservation des écosystème et l'auto promotion)	* Sensibilisation sur la santé matériel et infantile. * Education des jeunes, * Agriculture
14	GIC/SASYP (Groupe d'initiative commune des spécialistes d'agro sylvo pastorale)	* Multiplication des semences, * Prestation des services en agriculture, sylviculture et élevage * Développement des projets pilotes

		d'expérimentation et de vulgarisation
15	ASTRADHE (Association pour la Traduction et le Développement Environnementale)	Formation Appui accompagnement aux organisations paysan Alphabétisation – Traduction - Recherche

Annexe 2 : Liste de présence à la réunion avec les organisations locales

Noms et prénoms	Organisations / Institutions	contacts téléphoniques
Elias DJOH	CFC, Commune de Lomié	97 00 93 48
NKOLEH Charly	ROLD	99 63 66 92
Mme ADJOWA Rufine	CADEFE/COCAM	99 61 99 25
SCHIPPULE Hans	PFBC	
PINA CORTEZ LETICIA	GTZ/COMIFAC	75 29 99 97
Angèle ANKOH	PERAD	99 08 10 80
MEDJO François Médard	ASTRADHE	96 33 38 26
MELA'A Cyprien	CAISALP	96 38 83 92
Moïse Gervais METOMO MERMOZ	CIAD	99 89 60 45
AKPAKOUA NDJEMA Valérie	ASBAK	99 09 68 74
ANZIOM Brigitte	ASTRADHE	96 24 49 76
NTSIE MIKOUA Hervé Omer	CEF-DJA	96 14 62 93
ALOUBOT Pancrace	SASYP	96 09 25 95
Pascal MINDOUM MENOM	Service de Conservation RBD	99 25 22 11
PA'AH Patrice André	FOMOD CAFT	99 76 11 83
Rémi JIAGHO	UICN	99 76 06 59
Antoinette PA'AH	OCBB	99 33 20 09
KPADOUM Vincent Désiré	AJDUR/Messok	99 09 13 11
ANKOHO Nathalie	SCNIC	96 18 45 65